

# Rapport financier

Période close le 31 décembre 2014

1	RAPPORT D'ACTIVITE
2	COMPTES CONSOLIDES

PAGE 2

PAGE 15

 **LAFARGE**  
Construire  
des villes meilleures™

## 1. Rapport d'activité

Le Conseil d'Administration de Lafarge, réuni le 17 février 2015 sous la Présidence de Bruno Lafont, a approuvé les comptes au 31 décembre 2014. Les procédures d'audit sur les comptes consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification est en cours d'émission.

Lafarge exerce ses activités dans un environnement dont l'évolution l'expose à des facteurs de risques et incertitudes qui viennent s'ajouter aux facteurs de risques liés à l'exercice de ses métiers. Une description détaillée de ces facteurs de risques et incertitudes figure au chapitre 5 « Risques et contrôle » du Document de Référence. La matérialisation des risques pourrait avoir un effet négatif sur nos activités, notre situation financière, nos résultats, nos perspectives ou le cours de l'action. Il peut exister d'autres risques qui n'ont pour l'instant pas été identifiés ou dont la survenance n'est pas considérée comme pouvant avoir de tels effets négatifs à ce jour.

Dans les présents états financiers et dans nos communications aux actionnaires et aux investisseurs, l'expression « résultat d'exploitation courant » fait référence au sous-total « résultat courant avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres » dans le compte de résultat consolidé. Ce sous-total exclut donc du résultat d'exploitation les éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles, telles que les plus-values de cession, les pertes de valeur d'actifs et les charges de restructuration. Même si ces éléments ont été constatés lors d'exercices précédents et qu'ils peuvent l'être à nouveau lors des exercices à venir, les montants constatés historiquement ne sont pas représentatifs de la nature et/ou du montant de ces éventuels éléments à venir. Le Groupe estime donc que le sous-total « résultat d'exploitation courant » présenté de manière distincte dans le compte de résultat, facilite la compréhension de la performance opérationnelle courante, permet aux utilisateurs des états financiers de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats et d'identifier plus facilement les tendances de la performance financière du Groupe.

Par ailleurs, le « résultat d'exploitation courant » est une composante majeure du principal indicateur de rentabilité du Groupe, le retour sur capitaux employés. Ce ratio résulte de la somme du « résultat d'exploitation avant plus-values de cession, pertes de valeur sur actifs, restructuration et autres », et du résultat des co-entreprises et des sociétés mises en équivalence, rapportée à la moyenne des capitaux employés. Le Groupe utilise cet agrégat en interne pour : a) gérer et évaluer les résultats de ses activités et lignes de produits, b) prendre des décisions d'investissement et d'allocation des ressources, et c) évaluer la performance du personnel d'encadrement. Compte tenu des limites liées à l'utilisation de cet agrégat, exposées ci-après, le Groupe restreint l'utilisation de cet agrégat à ces objectifs.

Ce sous-total présenté de manière distincte du résultat d'exploitation n'est pas nécessairement comparable aux indicateurs de même intitulé utilisés par d'autres Groupes. En aucun cas, il ne saurait être considéré comme équivalent au résultat d'exploitation du fait que les plus-values de cession, les pertes sur actifs, les restructurations et autres ont un impact sur notre résultat d'exploitation et notre trésorerie. Ainsi, le Groupe présente aussi, dans le compte de résultat consolidé, le résultat d'exploitation qui comprend l'ensemble des éléments ayant un impact sur le résultat opérationnel du Groupe et sur sa trésorerie.

Le résultat brut d'exploitation (ou « EBITDA ») est défini comme le résultat d'exploitation courant avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels. Cet indicateur financier est une mesure non comptable.

Les montants sont généralement exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire. Les variations sur base comparable sont calculées à périmètre et taux de change constant, sauf indication contraire.

Afin d'avoir une information comparable et en accord avec les IFRS, les données 2013 ont été retraitées pour refléter l'impact du nouveau standard IFRS 11 sur les accords de co-entreprises, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

### **Avertissement important - déclarations prospectives :**

Ce document contient des déclarations prospectives. Bien que Lafarge estime que ces déclarations prospectives reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent document, les investisseurs sont alertés sur le fait qu'elles ne constituent pas des garanties quant à la performance future. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle de Lafarge, et notamment les risques décrits dans le Document de Référence de Lafarge disponible sur son site Internet ([www.lafarge.com](http://www.lafarge.com)) et les incertitudes liées aux conditions de marché et à la mise en œuvre de nos plans. Aucune information contenue dans ce document n'est ou ne doit être interprétée comme une promesse ou une garantie quant à la performance future de Lafarge. En conséquence, toute précaution doit être prise dans l'utilisation de ces déclarations prospectives. Lafarge ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces déclarations prospectives. D'autre part, ces déclarations prospectives ne s'appliquent qu'au seul groupe Lafarge et ne s'appliqueront pas au groupe LafargeHolcim après la finalisation du projet de fusion entre égaux annoncé le 7 avril 2014.

Des informations plus complètes sur Lafarge peuvent être obtenues sur son site Internet ([www.lafarge.com](http://www.lafarge.com)), notamment à la page « Information réglementée ».

**Ce communiqué ne constitue ni une offre d'achat ou d'échange, ni une sollicitation d'une offre pour la vente ou l'échange d'actions Lafarge.**

## 1.1 Chiffres clés consolidés

### Synthèse des chiffres clés

	12 Mois		Variation	Variation sur base comparable <sup>(5)</sup>	4 <sup>ème</sup> Trimestre		Variation	Variation sur base comparable <sup>(5)</sup>
	2014	2013			2014	2013		
<b>Volumes</b>								
Ciment (MT)	116,4	114,4	2 %	4 %	28,4	28,7	-1 %	1 %
Granulats (MT)	161,4	165,0	-2 %	-1 %	41,1	41,8	-2 %	-1 %
Béton prêt-à-l'emploi (Mm3)	26,4	26,7	-1 %	-2 %	6,5	6,5	-1 %	-3 %
<i>En millions d'euros, à l'exception du résultat net par action</i>								
Chiffre d'affaires	12 843	13 091	-2 %	3 %	3 207	3 157	2 %	1 %
EBITDA	2 721	2 794	-3 %	5 %	679	707	-4 %	-1 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	21,2 %	21,3 %	-10pb	40pb	21,2 %	22,4 %	-120pb	-30pb
Résultat d'exploitation courant	1 881	1 937	-3 %	7 %	450	488	-8 %	-3 %
Résultat net, part du Groupe <sup>(1)</sup>	143	601	nm		(145)	213	nm	
<b>Résultat net ajusté<sup>(2)</sup></b>	<b>423</b>	<b>384</b>	<b>10 %</b>		<b>68</b>	<b>96</b>	<b>-29 %</b>	
<b>Résultat net ajusté par action (euros)<sup>(2) (3)</sup></b>	<b>1,47</b>	<b>1,34</b>	<b>10 %</b>		<b>0,24</b>	<b>0,33</b>	<b>-27 %</b>	
Cash flow libre <sup>(4)</sup>	592	754	-21 %		392	418	-6 %	
Endettement net	9 310	9 846	-5 %					

(1) Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

(2) Ajusté pour exclure l'impact des éléments non récurrents, net d'impôts : les coûts liés à la fusion, les gains et pertes sur cessions (y compris le gain sur la cession de nos activités plâtre aux Etats-Unis comptabilisé en activité abandonnée en 2013), les dépréciations d'actifs sans effet cash, et la revalorisation des positions d'impôts différés suite à des changements de taux d'imposition, notamment en Algérie et en Espagne.

(3) Le nombre moyen d'actions en circulation s'est élevé à 287,5 millions et 287,3 millions aux quatrièmes trimestres 2014 et 2013, et à 287,4 millions et 287,3 millions en 2014 et 2013, respectivement.

(4) Défini comme les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies après déduction des investissements de maintien

(5) A périmètre et taux de change constants, en excluant le gain non-récurrent de 20 millions d'euros enregistré au premier trimestre 2013 en Amérique du Nord, les ventes de crédits carbone et l'effet de la baisse des volumes vendus en Irak en raison des limitations de transport au second semestre 2014.

### Chiffre d'affaires par zone géographique et par activité

(en million d'euros)

	12 Mois		Variation	Effet des changements de périmètre	Effet des variations de change	Impact des éléments non récurrents <sup>(1)</sup>	Variation sur base comparable <sup>(1)</sup>
	2014	2013					
<b>Par zone géographique</b>							
Amérique du Nord	3 008	3 064	-2 %	-1 %	-5 %	-	4 %
Europe occidentale	2 109	2 208	-4 %	-	-	-	-4 %
Europe centrale et de l'Est	1 067	1 145	-7 %	-5 %	-6 %	-	4 %
Moyen-Orient et Afrique	3 711	3 632	2 %	-	-3 %	-1 %	6 %
Amérique Latine	712	869	-18 %	-14 %	-7 %	-	3 %
Asie	2 236	2 173	3 %	-	-3 %	-	6 %
<b>Par activité</b>							
Ciment	8 545	8 645	-1 %	-2 %	-3 %	-1 %	5 %
Granulats et Béton	4 253	4 397	-3 %	-	-4 %	-	1 %
Holdings et autres	45	49					
<b>TOTAL</b>	<b>12 843</b>	<b>13 091</b>	<b>-2 %</b>	<b>-2 %</b>	<b>-3 %</b>	<b>-</b>	<b>3 %</b>

(1) A périmètre et taux de change constants, et en excluant l'impact de la baisse des volumes en Irak au second semestre 2014 dans le contexte actuel.

## EBITDA par zone géographique et par activité

(en million d'euros)

	12 Mois		Variation	Effet des changements de périmètre <sup>(1)</sup>	Effet des variations de change	Impact des éléments non-récurrents <sup>(1)</sup>	Variation sur base comparable <sup>(1)</sup>
	2014	2013					
Par zone géographique							
Amérique du Nord	578	552	5 %	-3 %	-6 %	-5 %	19 %
Europe occidentale	291	264	10 %	-1 %	-	7 %	4 %
Europe centrale et de l'Est	226	201	12 %	-3 %	-2 %	2 %	15 %
Moyen-Orient et Afrique	1 043	1 032	1 %	-	-3 %	-4 %	8 %
Amérique Latine	150	240	-37 %	-22 %	-5 %	-	-10 %
Asie	433	505	-14 %	-	-3 %	-	-11 %
Par activité							
Ciment	2 380	2 438	-2 %	-3 %	-3 %	-1 %	5 %
Granulats et Béton	394	411	-4 %	-2 %	-5 %	-2 %	5 %
Holdings et autres	(53)	(55)					
<b>TOTAL</b>	<b>2 721</b>	<b>2 794</b>	<b>-3 %</b>	<b>-3 %</b>	<b>-4 %</b>	<b>-1 %</b>	<b>5 %</b>

(1) Calcul des variations sur base comparable : à périmètre et taux de change constants, et en excluant les ventes de crédits carbone (37 millions d'euros en 2014 contre 14 millions d'euros en 2013), un gain exceptionnel de 20 millions d'euros comptabilisé au premier trimestre 2013 en Amérique du Nord et un impact de 36 millions d'euros lié à la baisse des volumes perdus en Irak au second semestre 2014 en raison de la situation actuelle.

## 1.2. Analyse des résultats

L'analyse par pays de l'évolution de nos volumes et de nos ventes, sauf indication contraire, concerne les volumes domestiques et le chiffre d'affaires provenant du marché géographique concerné et réalisé sur ce marché, et ne tient donc pas compte des ventes et des volumes à l'exportation.

### Faits marquants du Groupe

- Sur base comparable, les volumes de ciment sont en hausse de 4% sur l'année, portés par la croissance observée dans la plupart des marchés émergents et aux États-Unis ; ils bénéficient également de nos actions en matière d'innovation ainsi que du démarrage de nos nouvelles cimenteries en Inde et en Russie.
- Le Groupe a atteint ses objectifs 2014 en matière de réduction de coûts et d'innovation avec 600<sup>1</sup> millions d'euros réalisés sur l'année (370 millions d'euros liés aux réductions de coûts et 230 millions d'euros provenant des actions d'innovation). Les prix du ciment sont restés stables au cours du trimestre, et ont augmenté de 1,6 % sur l'année.
- L'EBITDA et le résultat d'exploitation courant ont augmenté sur l'année de 5 % et 7 % respectivement, sur base comparable. La marge d'EBITDA du Groupe s'est également améliorée de 40 points de base, soutenue par la bonne performance enregistrée dans la plupart de nos régions et malgré une inflation élevée en Amérique latine et en Asie. Les variations de change ont eu un impact négatif sur l'EBITDA de l'année (-92 millions d'euros). L'effet négatif enregistré sur les neuf premiers mois de l'année a toutefois été en partie compensé par un effet positif de 2 % (19 millions d'euros) au quatrième trimestre.
- Le résultat net publié part du Groupe est affecté par des éléments non récurrents, notamment 385 millions d'euros de dépréciations d'actifs sans effet cash, et par des plus et moins-values de cession. Après retraitement de ces éléments non récurrents, le résultat net part du Groupe 2014 est en hausse de 10 % par rapport à 2013, soutenu par la croissance organique de l'EBITDA, par la baisse des frais financiers et de restructuration ainsi que par une solide amélioration du résultat net de nos joint-ventures.
- L'endettement net du Groupe s'établit à 9,3 milliards d'euros au 31 décembre 2014. Au titre des cessions sécurisées en 2014, un solde de 0,2 milliard d'euros sera en grande partie perçu en 2015, ce qui contribuera à réduire encore l'endettement net.
- Après avoir obtenu l'autorisation de la Commission européenne en décembre 2014, Lafarge et Holcim ont franchi de nouvelles étapes clés vers la finalisation de leur projet de fusion, avec l'annonce en février 2015 de cessions d'actifs pour une valeur d'entreprise totale de 6,5 milliards d'euros. Le 23 décembre 2014, ils ont également annoncé la composition du Comité exécutif qui dirigera le futur Groupe LafargeHolcim, une fois le projet de fusion finalisé.

<sup>1</sup> EBITDA avant application de la norme IFRS 11 sur les « joint-ventures ». Après application de cette norme, ces mesures ont contribué à l'augmentation de l'EBITDA de 505 millions d'euros (310 millions d'euros de réduction de coûts et 195 millions d'euros liés aux actions en matière d'innovation).

## Synthèse du chiffre d'affaires et de l'EBITDA

Après un premier semestre 2014 durant lequel le secteur de la construction a été globalement mieux orienté qu'en 2013, la progression des volumes sur la seconde partie de l'année a été plus modérée, du fait d'une base de comparaison défavorable en Europe, notamment en France, et de la baisse des volumes en Irak. La croissance s'est maintenue tout au long de l'exercice sur la plupart des pays émergents, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

Les volumes de ciment se sont inscrits en hausse de 4 % à périmètre constant. Cette progression a été soutenue par une croissance solide enregistrée aux États-Unis, une hausse des volumes en Égypte avec la mise en œuvre progressive de notre stratégie de diversification des combustibles, par le démarrage de nouvelles cimenteries au Rajasthan, en Inde, et dans la région de Moscou, en Russie, par nos actions en matière d'innovation et la progression de nos ventes à l'export. L'impact positif de ces facteurs a été en partie atténué par une baisse de volumes observée en France, où le secteur de la construction est resté atone et par la réduction des volumes vendus en Irak du fait des difficultés logistiques rencontrés pour transporter le ciment dans le pays sur le second semestre. Sur base comparable, nos ventes de granulats et de béton prêt à l'emploi ont baissé de respectivement 1 % et 2 % en volumes au cours de l'exercice. La forte croissance des volumes de granulats en Afrique du Sud et aux États-Unis a été compensée par la baisse d'activité en France et en Russie, ainsi que par une contraction des volumes vendus dans l'Ouest du Canada en raison de l'achèvement d'une série de grands projets d'infrastructures l'année passée.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 12 843 millions d'euros, en baisse de 2 % par rapport à l'année passée.

Les variations de change ont eu un impact défavorable sur le chiffre d'affaires (-3 % sur l'exercice, soit -412 millions d'euros), reflétant principalement l'appréciation de l'euro par rapport au dollar canadien, au rand sud-africain, au real brésilien, au rouble russe et à différentes devises asiatiques. L'impact négatif des variations de change sur les trois premiers trimestres de l'année s'est inversé au quatrième trimestre, avec un impact positif de 2 % (76 millions d'euros) sur le trimestre. Les variations nettes du périmètre de consolidation ont eu un impact négatif de -2 % (soit -212 millions d'euros) sur le chiffre d'affaires, ce qui traduit principalement la cession de nos activités cimentières au Honduras et en Ukraine, l'effet de la déconsolidation de nos actifs cimentiers au Mexique après la formation d'une joint-venture avec Elementia, et la cession d'actifs granulats aux États-Unis.

Sur base comparable, le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 3 % en 2014, sous l'effet conjugué de l'augmentation des volumes et de la hausse des prix sur l'ensemble des lignes de produits en réponse à l'inflation des coûts. Les prix du ciment ont augmenté de 1,6 % par rapport à 2013 en réponse à l'inflation des coûts, et sont restés stables par rapport au quatrième trimestre 2013.

L'EBITDA 2014 a également subi l'impact négatif des variations de change (-4 %, soit -92 millions d'euros sur l'année) et des changements de périmètre (-3 %, soit -85 millions d'euros sur l'année).

A périmètre et taux de change constants, et en excluant les ventes de crédits carbone, un gain exceptionnel de 20 millions d'euros enregistré en 2013 en Amérique du Nord et l'impact des baisses de volumes en Irak au second semestre (-36 millions d'euros), l'EBITDA est en hausse de 5 % par rapport à l'exercice 2013. Les ventes de crédits carbone se sont élevées à 37 millions d'euros en 2014 comparé à 14 millions d'euros en 2013. Sur base comparable, la marge brute d'exploitation s'est améliorée de 40 points de base sur l'exercice. Nos initiatives internes, ainsi que l'évolution positive aux États-Unis et dans la plupart des marchés du Moyen-Orient et d'Afrique, ont en effet plus que compensé l'impact des baisses de volumes en Europe et au Brésil. Nos initiatives internes ont généré un EBITDA total<sup>2</sup> additionnel de 600 millions d'euros sur l'année, dont 370 millions d'euros de réduction des coûts et 230 millions d'euros liés aux actions en matière d'innovation.

---

<sup>2</sup> EBITDA avant application de la norme IFRS 11 sur les joint-ventures. Après application de cette norme, ces mesures ont contribué à l'augmentation de l'EBITDA de 505 millions d'euros en 2014 (310 millions d'euros de réduction de coûts et 195 millions d'euros liés aux actions en matière d'innovation), et de 140 millions d'euros sur le quatrième trimestre de 2014.

## Analyse des résultats par région

### Amérique du Nord – Croissance des volumes aux Etats Unis et progression des prix de vente

	12 Mois		Variation	Variation sur base comparable <sup>(1)</sup>	4 <sup>ème</sup> Trimestre		Variation	Variation sur base comparable <sup>(1)</sup>
	2014	2013			2014	2013		
Volumes								
Ciment (MT)	11,7	11,3	4 %	4 %	3,0	2,9	6 %	6 %
Granulats (MT)	85,5	90,5	-6 %	-2 %	23,1	22,9	1 %	5 %
Béton prêt-à-l'emploi (Mm3)	5,5	5,6	-3 %	-5 %	1,3	1,3	-2 %	-5 %
Chiffre d'affaires	3 008	3 064	-2 %	4 %	813	747	9 %	6 %
EBITDA	578	552	5 %	19 %	179	140	28 %	32 %
Marge brute d'exploitation	19,2 %	18,0 %	120pb	250pb	22,0 %	18,7 %	330pb	440pb
Résultat opérationnel courant	441	398	11 %	28 %	143	103	39 %	46 %

(1) A périmètre et taux de change constants, et en excluant un gain exceptionnel de 20 millions d'euros comptabilisé au premier trimestre 2013 en Amérique du Nord

Les marchés ont globalement suivi une orientation favorable dans la région en 2014, soutenus par l'amélioration des tendances du secteur résidentiel aux Etats-Unis et par la bonne orientation de l'économie dans l'ouest du Canada.

Le chiffre d'affaires de la région s'est infléchi de 2 %, sous l'effet des variations de change et de périmètre. La dépréciation du dollar canadien et du dollar US par rapport à l'euro a eu un impact négatif de 5 % sur le chiffre d'affaires, tandis que les cessions d'actifs granulats ont eu un impact défavorable de 1 % sur le chiffre d'affaires.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 4 % par rapport à l'année passée, soutenu par la hausse des prix mise en œuvre dans l'ensemble de nos lignes de produits et par l'augmentation des volumes vendus de ciment.

- **Aux Etats-Unis**, notre chiffre d'affaires est ressorti en progression de 10 % par rapport à 2013, soutenu par la bonne orientation du secteur résidentiel tout au long de l'année ; les mises en chantiers ont passé le cap du million d'unités sur l'année 2014. A périmètre constant, les volumes vendus de ciment et de granulats ont crû de 6 % et 4 % respectivement par rapport à 2013. En revanche, les volumes vendus de béton prêt à l'emploi ont baissé de 8 % par rapport à 2013, sous l'effet d'une réduction du nombre de projets.
- **Au Canada**, le chiffre d'affaires s'est inscrit en légère hausse par rapport à 2013, mais il a été pénalisé par le démarrage tardif de la saison de la construction après un hiver particulièrement rigoureux. À périmètre constant, les volumes vendus de ciment ont progressé de 2 % par rapport à 2013. Les volumes vendus de granulats et de béton prêt à l'emploi se sont contractés de 3 % et 4 % par rapport à 2013, respectivement. 2013 avait ainsi bénéficié de plusieurs grands projets maintenant achevés dans les provinces de l'ouest, tandis que notre division granulats a été portée en 2014 par la croissance robuste en Ontario, soutenue par une série de projets d'infrastructures et d'ingénierie civile. Le quatrième trimestre a bénéficié d'une meilleure orientation, avec une hausse de 7 % des volumes de ciment vendus dans l'ouest et dans l'est du pays, et une progression soutenue de nos activités granulats.

A périmètre et taux de change constants, et en excluant un gain non récurrent de 20 millions d'euros sur des plans de retraite comptabilisé au premier trimestre 2013, l'EBITDA s'est inscrit en forte amélioration par rapport à l'année dernière, soutenu par une progression robuste des résultats de nos activités ciment et granulats au Canada et aux Etats-Unis, ainsi que par les économies de coûts et les mesures destinées à promouvoir l'innovation mises en œuvre avec succès dans l'ensemble des lignes de produits.

## Europe occidentale – des actions vigoureuses de réductions des coûts ont limité l'impact de la baisse des volumes en France

	12 Mois		Variation	Variation sur base comparable <sup>(1)</sup>	4 <sup>ème</sup> Trimestre		Variation	Variation sur base comparable <sup>(1)</sup>
	2014	2013			2014	2013		
Volumes								
Ciment (MT)	11,8	12,0	-2 %	-2 %	2,9	2,9	-2 %	-2 %
Granulats (MT)	33,0	34,4	-4 %	-3 %	7,5	8,3	-10 %	-8 %
Béton prêt-à-l'emploi (Mm3)	7,3	7,7	-6 %	-6 %	1,8	1,9	-8 %	-9 %
Chiffre d'affaires	2 109	2 208	-4 %	-4 %	506	536	-6 %	-6 %
EBITDA	291	264	10 %	4 %	51	69	-26 %	-16 %
Marge brute d'exploitation	13,8 %	12,0 %	180pb	100pb	10,1 %	12,9 %	-280pb	-110pb
Résultat opérationnel courant	104	81	28 %	13 %	(6)	19	nm	nm

(1) A périmètre et taux de change constants, et en excluant les ventes de crédits carbone (26 millions d'euros enregistrés au T3 2014 et 3 millions d'euros au T4 2014, contre 11 millions d'euros au T4 2013)

Le chiffre d'affaires s'est inscrit en retrait de 4 % sur l'année, sous l'effet de la baisse des volumes en France, tandis que dans les autres pays de cette région, la situation s'est stabilisée, voire s'est améliorée. Les exportations d'Espagne et de Grèce ont encore été développées en vue d'optimiser les taux d'utilisation des fours. Les variations de périmètre et des taux de change ont eu un impact négligeable.

- **En France**, l'activité de construction est restée globalement atone. Dans le secteur résidentiel, les mises en chantier ont encore diminué, passant sous le cap des 300,000 unités, avec une amélioration progressive attendue au cours de l'année 2015. Le segment des infrastructures se compare à une base 2013 élevée sur le second semestre, qui avait bénéficié d'un nombre de projets plus élevé lancés en amont d'élections régionales. Les ventes de ciment, de granulats et de béton prêt à l'emploi ont baissé de respectivement 6 %, 4 % et 7 % par rapport à 2013.
- **En Espagne**, quelques signes de reprise économique sont perceptibles. Le secteur de la construction s'est stabilisé, et des améliorations ont pu être observées au quatrième trimestre. Actuellement, la demande est soutenue principalement par le segment des infrastructures qui représente plus de la moitié de la consommation de ciment du pays. Les volumes de ciment sont restés stables par rapport à l'année passée.
- L'activité de construction **en Grèce** a également montré des signes d'amélioration. Les volumes de ciment ont suivi une progression de 5 % par rapport à 2013, tandis que nos lignes de produits granulats et béton ont enregistré une croissance à deux chiffres par rapport à l'année dernière, grâce à une série de grands projets d'infrastructures lancés début 2014.

Sur base comparable, l'EBITDA a progressé de 4 % et la marge brute d'exploitation s'est inscrite en hausse de 100 points de base par rapport à 2013, soutenue par des mesures significatives de réduction des coûts qui ont permis de compenser la contraction du chiffre d'affaires.

## Europe centrale et de l'Est – une marge brute d'exploitation en progression sous l'effet des actions en matière de performance et d'innovation

	12 Mois		Variation	Variation sur base comparable <sup>(1)</sup>	4 <sup>ème</sup> Trimestre		Variation	Variation sur base comparable <sup>(1)</sup>
	2014	2013			2014	2013		
Volumes								
Ciment (MT)	12,1	12,5	-3 %	2 %	2,8	2,7	-	-
Granulats (MT)	21,7	20,7	6 %	-1 %	5,4	5,6	-1 %	-7 %
Béton prêt-à-l'emploi (Mm3)	2,0	1,6	21 %	21 %	0,4	0,4	-8 %	-8 %
Chiffre d'affaires	1 067	1 145	-7 %	4 %	229	258	-11 %	-1 %
EBITDA	226	201	12 %	15 %	50	50	-	-5 %
Marge brute d'exploitation	21,2 %	17,6 %	360pb	200pb	21,8 %	19,4 %	250pb	-80pb
Résultat opérationnel courant	135	112	21 %	20 %	26	27	-4 %	nm

(1) A périmètre et taux de change constants, et en excluant les ventes de crédits carbone (2 millions d'euros enregistrés au T3 2014 et 6 millions d'euros au T4 2014, contre 3 millions d'euros au T4 2013)

Le chiffre d'affaires s'est contracté par rapport à 2013, sous l'effet de la dépréciation du rouble russe et de la cession de nos activités cimentières en Ukraine, réalisée à la fin du troisième trimestre 2013.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 4 % par rapport à 2013 et s'est stabilisé au quatrième trimestre. Après un premier semestre vigoureux, les lignes de produits ciment et granulats ont connu un ralentissement au second semestre, tandis que le béton prêt à l'emploi a bénéficié de différents projets tout au long de l'année.

- **En Pologne**, le chiffre d'affaires a augmenté de 4 % par rapport à 2013. Après un premier semestre marqué par le niveau élevé de l'activité de construction, le reste de l'année a été plus modéré, ce qui reflète la fin du premier volet de projets d'infrastructures financés par l'UE, tandis que les effets du nouveau plan devraient être plus visibles à partir du second semestre 2015. Les volumes de ciment sont restés stables par rapport à 2013, tandis que nos activités de granulats et de béton prêt à l'emploi ont été soutenues par différents projets qui sont à présent achevés.
- **En Roumanie**, nos ventes de ciment ont progressé de 2 % en volumes, le fort rebond du segment résidentiel compensant la contraction des projets d'infrastructures.
- **En Russie**, la consommation de ciment sur le marché dans son ensemble a légèrement augmenté par rapport à l'année passée. Nos volumes vendus de ciment ont augmenté de 9 % par rapport à 2013, ce qui traduit la montée en puissance de notre nouvelle cimenterie de 2 MT située dans le sud de la région de Moscou après sa mise en service en avril, et ceci malgré le ralentissement du marché de la construction au quatrième trimestre.

À périmètre et taux de change constants, l'EBITDA et la marge brute d'exploitation se sont fortement améliorés par rapport à l'exercice 2013, avec une contribution positive de tous les pays de cette région. Cette bonne performance, soutenue par la maîtrise des coûts et par la priorité donnée à l'innovation, a été obtenue malgré un contexte marqué par la faiblesse des volumes et par l'impact négatif de 2 millions d'euros du déstockage observé au quatrième trimestre dans les activités granulats.



## Moyen-Orient et Afrique – Une performance robuste malgré quelques situations exceptionnelles sur la seconde moitié de l'année

	12 Mois		Variation	Variation sur base comparable <sup>(1)</sup>	4 <sup>ème</sup> Trimestre		Variation	Variation sur base comparable <sup>(1)</sup>
	2014	2013			2014	2013		
Volumes								
Ciment (MT)	41,6	40,2	4 %	4 % <sup>(2)</sup>	9,8	10,6	-7 %	-5 % <sup>(2)</sup>
Granulats (MT)	9,7	8,5	14 %	14 %	2,2	2,2	3 %	3 %
Béton prêt-à-l'emploi (Mm3)	5,5	5,2	7 %	4 %	1,4	1,4	8 %	4 %
Chiffre d'affaires	3 711	3 632	2 %	6 %	908	915	-1 %	-2 %
EBITDA	1 043	1 032	1 %	8 %	255	267	-4 %	-2 %
Marge brute d'exploitation	28,1 %	28,4 %	-30pb	40pb	28,1 %	29,2 %	-110pb	20pb
Résultat opérationnel courant	778	762	2 %	10 %	185	200	-7 %	-2 %

(1) A périmètre et taux de change constants, et en excluant un impact de 36 millions d'euros lié à la baisse des volumes en Irak au second semestre 2014 en raison de la situation actuelle. En réintégrant cet impact :

- Variation sur base comparable 12M : volumes domestiques de ciment : 1 %, chiffre d'affaires : 5 %, EBITDA : 4 %
- Variation sur base comparable T4 : volumes domestiques de ciment : -8 %, chiffre d'affaires : -4 %, EBITDA : -6 %

(2) Volumes domestiques

La région a enregistré une performance vigoureuse en 2014 malgré plusieurs événements défavorables, démontrant ainsi la solidité de notre portefeuille d'activités.

La région a été pénalisée par la dépréciation de certaines devises, avec une inversion progressive des tendances conduisant à un effet favorable sur le quatrième trimestre. À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en progression de 5 % et l'EBITDA de 4 % par rapport à l'année dernière, la contribution positive enregistrée sur la plupart des marchés faisant plus que compenser l'impact de la baisse des volumes en Irak due aux difficultés logistiques rencontrées pour acheminer le ciment dans certaines zones du pays à partir de juin 2014.

En excluant cet impact, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 6 % sur base comparable par rapport à l'année dernière. Au quatrième trimestre, le chiffre d'affaires s'est légèrement contracté sous l'effet d'une baisse des niveaux de production en Afrique du Sud et de la suspension de nos activités en Syrie depuis la mi-septembre 2014.

- **Au Nigéria**, les volumes vendus de ciment ont augmenté de 4 % par rapport à 2013, tandis que nos prix ont suivi une orientation positive en réponse à l'inflation des coûts. Le marché a été porté par une bonne dynamique sous-jacente, mais la croissance de la consommation de ciment a été limitée par les niveaux de production dans ce pays au premier semestre, tandis que le second semestre a été pénalisé par de fortes précipitations et par le ralentissement des projets d'infrastructures à l'approche des élections générales attendues en 2015. Les prix affichés à la fin de l'exercice reflètent les hausses des prix mises en œuvre en 2014 en réponse à l'inflation des coûts, malgré une baisse temporaire intervenue au quatrième trimestre 2014.
- **En Algérie**, nos ventes de ciment ont crû de 8 % par rapport à 2013, ce qui reflète les besoins importants en ciment de ce pays et l'accent qui continue à être mis sur les produits innovants. Nous avons également poursuivi le développement de nos activités de béton prêt à l'emploi dans le pays en vue de compléter notre offre clients.
- **En Egypte**, le marché est porté par des tendances sous-jacentes positives, encore renforcées par les annonces récentes de projets d'infrastructures. Toutefois, les niveaux nationaux de production de ciment continuent d'être pénalisés par la pénurie de combustibles. Les volumes de ciment ont crû de 17 % par rapport à 2013, soutenus par nos mesures visant à diversifier notre mix énergétique. Le niveau de la production de clinker du mois de décembre a ainsi atteint un niveau record sur l'exercice, mais aussi sur les deux dernières années. Le contexte de hausse des coûts et de pénurie de ciment dans le pays a favorisé une augmentation des prix de vente du ciment.
- **En Irak**, nos volumes vendus de ciment ont reculé de 17 % par rapport à 2013, pénalisés par les difficultés logistiques rencontrées pour acheminer le ciment à travers le pays à partir du mois de juin. Cette évolution a annulé la forte croissance enregistrée sur les cinq premiers mois de l'année. Les prix se sont situés à des niveaux inférieurs à ceux de l'année passée, en raison d'ajustements des prix opérés en 2013 en réponse aux importations en provenance d'Iran, et de la baisse des prix dans le nord du pays à partir du mois de juin.

- **Au Kenya**, l'activité de construction a bénéficié d'une orientation positive. Nos ventes de ciment se sont inscrites en progression de 2 % en volumes par rapport à 2013, tandis que les prix moyens ont été en retrait par rapport à l'an passé.
- **En Syrie**, nos ventes de ciment ont été limitées, ce qui reflète la situation actuelle et la suspension de nos activités à partir de la mi-septembre 2014 pour des raisons de sécurité.
- **En Afrique du Sud**, nos volumes de ciment se sont contractés de 10 % par rapport à l'année passée, sous l'effet conjugué de grèves nationales, des élections générales de mai, de la mise en service de la cimenterie d'un nouveau concurrent et de niveaux de production temporairement limités. Nos volumes de granulats ont enregistré une croissance à deux chiffres, soutenus par différents projets routiers.

À périmètre et taux de change constants, et en excluant l'impact de la baisse des volumes en Irak au second semestre, la marge brute d'exploitation s'est améliorée de 40 points de base par rapport à 2013, soutenue par le succès des économies de coûts et des mesures en matière d'innovation, et par la forte amélioration des résultats au Nigéria, en Afrique de l'Est et en Algérie.

### Amérique latine – Un marché atone et une forte inflation des coûts

	12 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	4 <sup>ème</sup> Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2014	2013			2014	2013		
Volumes								
Ciment (MT)	7,3	8,8	-18 %	-2 %	1,7	2,0	-17 %	-4 %
Granulats (MT)	3,0	2,8	9 %	2 %	0,8	0,8	8 %	-7 %
Béton prêt-à-l'emploi (Mm3)	1,4	1,2	16 %	16 %	0,3	0,3	-4 %	-4 %
Chiffre d'affaires	712	869	-18 %	3 %	163	192	-15 %	-3 %
EBITDA	150	240	-37 %	-10 %	29	55	-47 %	-30 %
Marge brute d'exploitation	21,1 %	27,6 %	-650pb	-310pb	17,8 %	28,6 %	-1090pb	-740pb
Résultat opérationnel courant	119	202	-41 %	-14 %	22	46	-52 %	-35 %

Le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation ont été fortement pénalisés par la dépréciation du real brésilien et par les cessions effectuées sur les deux dernières années (cession de nos activités au Honduras réalisée à la fin novembre 2013, déconsolidation de nos activités au Mexique après la formation d'une joint-venture avec Elementia en juillet 2013, et cession de nos activités cimentières en Equateur en novembre 2014).

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a crû de 3 % par rapport à 2013, porté par les hausses de prix mises en œuvre en réponse à l'inflation des coûts.

- **Au Brésil**, les volumes vendus de ciment se sont contractés de 2 % par rapport à 2013, une évolution qui traduit la décélération de la demande sur le marché après la Coupe du Monde de Football et avant les élections générales du mois d'octobre. Des hausses de prix ont été mises en œuvre en réponse à une inflation des coûts significative.
- **En Equateur**, le marché de la construction s'est légèrement infléchi du fait du retard de certains projets d'infrastructures. Des signes d'amélioration dans le secteur de la construction ont été enregistrés en septembre après six mois de contraction, grâce à la réactivation de plusieurs grands projets hydroélectriques. Nous avons annoncé la cession de nos actifs en Equateur en mai 2014, et cette cession a été finalisée en novembre 2014.

Sur base comparable, l'EBITDA s'est contracté de 10 % par rapport à l'année passée, sous l'effet conjugué de la baisse des volumes, d'une inflation des coûts significative et d'éléments non-récurrents défavorables, notamment sur le quatrième trimestre.

## Asie – La progression des ventes a réduit l'impact de l'inflation significative des coûts

	12 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	4 <sup>ème</sup> Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2014	2013			2014	2013		
Volumes								
Ciment (MT)	31,9	29,6	8 %	8 %	8,2	7,6	9 %	9 %
Granulats (MT)	8,5	8,2	3 %	-3 %	2,1	2,1	-3 %	-10 %
Béton prêt-à-l'emploi (Mm3)	4,7	5,4	-12 %	-12 %	1,2	1,2	4 %	4 %
Chiffre d'affaires	2 236	2 173	3 %	6 %	588	509	16 %	8 %
EBITDA	433	505	-14 %	-11 %	115	126	-9 %	-15 %
Marge brute d'exploitation	19,4 %	23,2 %	-380pb	-370pb	19,6 %	24,8 %	-520pb	-500pb
Résultat opérationnel courant	304	382	-20 %	-17 %	80	93	-14 %	-19 %

La région a été fortement pénalisée par l'effet négatif des variations de change, notamment la dépréciation de la roupie indienne intervenue pendant l'été 2013. Toutefois, cette évolution a été en partie inversée au second semestre, certaines devises regagnant une partie du terrain abandonné face à l'euro.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 6 % par rapport à l'année passée, soutenu principalement par la montée en puissance de notre nouvelle usine en Inde et par le niveau élevé de l'activité de construction aux Philippines.

- **En Inde**, le marché de la construction a commencé à retrouver son dynamisme après les élections générales et la saison de la mousson. Nos volumes de ventes de ciment ont fortement augmenté, soutenus par notre nouvelle cimenterie de 2,6 MT au Rajasthan, mise en service au troisième trimestre 2013. Les prix se sont inscrits en retrait par rapport à l'année dernière.
- **En Malaisie**, les volumes vendus de ciment se sont légèrement infléchis par rapport à l'année passée. Le marché de la construction a bénéficié d'une orientation positive, mais les niveaux de production ont été limités dans l'une de nos usines. Les prix du ciment ont subi l'impact de la mise en service de nouvelles capacités de production, et ceci dans un contexte de forte inflation des coûts. Nos ventes de béton prêt à l'emploi ont diminué par rapport à l'année dernière après l'achèvement de différents grands projets, notamment la construction du nouveau terminal de l'aéroport international de Kuala Lumpur.
- **Aux Philippines**, le marché de la construction a bénéficié de tendances très favorables. Nos volumes de ciment ont suivi une progression de 8 % par rapport à 2013 et ont enregistré une croissance à deux chiffres au second semestre.
- **En Corée du Sud**, l'activité de construction s'est inscrite en léger recul, et les volumes vendus de ciment ont baissé de 4 % par rapport à 2013.
- **En Indonésie**, la croissance de la demande de ciment est restée modérée en 2014, en raison des élections organisées au premier semestre. Nos ventes de ciment se sont inscrites en hausse de 5 % sous l'effet des hausses de prix mises en œuvre en réponse à l'inflation des coûts.

Malgré d'importantes réductions de coûts, l'EBITDA est en retrait par rapport à l'année passée, traduisant l'impact de l'inflation généralisée des coûts dans la région, notamment des coûts énergétiques, une limitations des niveaux de production et un effet négatif lié à des achats de clinker. La montée en puissance de notre nouvelle usine en Inde a contribué fortement à la progression des volumes de la région, mais sa contribution en termes d'EBITDA a été limitée. Elle a maintenant atteint un plein taux d'utilisation, et sa contribution aux résultats devrait progresser en 2015.

## Autres rubriques du compte de résultat

Le tableau ci-dessous donne l'évolution de notre résultat d'exploitation et du résultat net aux 31 décembre 2014 et 2013 :

(en millions d'euros)

	12 Mois		Variation
	2014	2013	%
<b>EBITDA</b>	<b>2 721</b>	<b>2 794</b>	<b>-3 %</b>
Amortissements	(840)	(857)	-2 %
<b>Résultat d'exploitation courant</b>	<b>1 881</b>	<b>1 937</b>	<b>-3 %</b>
Plus (moins) values de cession	292	291	
Autres produits (charges) d'exploitation	(713)	(295)	
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 460</b>	<b>1 933</b>	<b>nm</b>
Produits (frais) financiers nets	(870)	(984)	-12 %
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et des entreprises associées	69	-	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>659</b>	<b>949</b>	<b>nm</b>
Impôts	(385)	(242)	nm
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>274</b>	<b>707</b>	
Résultat net des activités abandonnées	-	46	
<b>Résultat net</b>	<b>274</b>	<b>753</b>	<b>nm</b>
Dont part attribuable aux :			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	143	601	nm
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	131	152	-14 %
<b>Résultat net ajusté <sup>(1)</sup></b>	<b>423</b>	<b>384</b>	<b>10 %</b>

(1) Ajusté pour exclure l'impact des éléments non récurrents, net d'impôts : les coûts liés à la fusion, les gains et pertes sur cessions (y compris le gain sur la cession de nos activités plâtre aux Etats-Unis comptabilisé en activité abandonnée en 2013), les dépréciations d'actifs sans contrepartie de trésorerie, et la revalorisation des positions d'impôts différés suite à des changements de taux d'imposition, notamment en Algérie et en Espagne.

**Le montant des amortissements** s'est inscrit en retrait à 840 millions d'euros contre 857 millions d'euros en 2013, sous l'effet des variations de change et des cessions réalisées en 2013 et début 2014, partiellement compensé par la charge d'amortissement de nos nouvelles usines en Russie et en Inde.

**Les plus-values de cession** se sont élevées à 292 millions d'euros en 2014, contre 291 millions d'euros en 2013, et comprennent principalement le gain réalisé sur la cession de nos actifs cimentiers en Equateur et d'une usine de ciment en Russie (usine de Korkino).

**Les autres charges d'exploitation** se sont élevées à 713 millions d'euros en 2014 contre 295 millions d'euros en 2013. En 2014, le Groupe a comptabilisé 385 millions d'euros de dépréciations d'actifs au quatrième trimestre 2014, reflétant notamment la situation actuelle en Syrie et la révision du taux d'actualisation utilisé pour l'Irak. Par ailleurs, le Groupe a comptabilisé 80 millions d'euros de charges de restructuration et 126 millions d'euros liés au projet de fusion Lafarge Holcim, incluant les coûts liés aux projets de cessions.

**Le résultat d'exploitation** a été fortement pénalisé par les dépréciations d'actifs enregistrées au quatrième trimestre 2014 ainsi que par les coûts liés à la fusion.

**Les frais financiers nets**, qui comprennent les charges financières au titre de la dette nette, les résultats de change et les autres produits et charges financiers, ont baissé, passant de 984 millions d'euros à 870 millions d'euros en 2014.

Les charges financières au titre de la dette nette, à 736 millions d'euros, se sont inscrites en retrait par rapport à l'an passé, sous l'effet du remboursement de deux emprunts obligataires fin mai et mi-juillet 2014 pour un total de 1,6 milliard d'euros grâce au produit des cessions réalisés et à un emprunt obligataire bénéficiant d'un taux plus bas émis fin septembre 2013. Le taux d'intérêt moyen de la dette brute s'est établi à 6,3 % en 2014, quasiment stable par rapport à l'an passé.

Les variations de change ont entraîné un gain de 28 millions d'euros en 2014, contre une perte de 51 millions d'euros l'an passé.

Les autres charges financières s'élèvent à 162 millions d'euros contre 154 millions d'euros en 2013. Elles incluent principalement des commissions bancaires, l'amortissement des frais d'émission des emprunts obligataires, et les intérêts nets liés aux plans de retraites.

**La quote-part dans le résultat des co-entreprises et des entreprises associées** a représenté un gain net de 69 millions d'euros en 2014, contre un résultat nul en 2013, ce qui reflète principalement la progression de nos résultats au Royaume-Uni, où les synergies s'accroissent et où l'on assiste à une reprise du marché.

**La charge d'impôt** a été pénalisée par différents éléments non-récurrents, notamment la non déductibilité des dépréciations d'actifs et la revalorisation des positions d'impôts différés pour refléter les nouveaux taux d'imposition en vigueur, notamment en Algérie et en Espagne. De plus, du fait d'un résultat avant impôts moins élevé qu'en 2013, le poids des effets structurels pris en compte dans le calcul du taux d'impôt effectif croît mécaniquement.

**Le résultat net part du Groupe<sup>3</sup>** est ressorti à 143 millions d'euros en 2014 et est affecté par différents éléments non récurrents :

- i. Une dépréciation d'actifs de 385 millions d'euros, notamment liée à la situation actuelle en Syrie et à une révision du taux d'actualisation utilisé dans le cadre du test de dépréciation d'actifs en Irak,
- ii. Des plus-values et moins-values de cession pour un total de 292 millions d'euros,
- iii. Des coûts liés à la fusion (126 millions d'euros avant impôts, dont 90 millions d'euros cash nets d'impôts), et
- iv. Des effets défavorables exceptionnels liés à la revalorisation des positions d'impôts différés pour refléter les nouveaux taux d'imposition, notamment en Espagne et en Algérie, pour un montant de 49 millions d'euros.

En excluant l'impact de ces éléments non récurrents, le résultat net ressort en hausse de 10 % sur l'année, passant de 384 millions d'euros à 423 millions d'euros en 2014. Ce chiffre reflète la croissance organique, une progression des résultats de nos joint-ventures, notamment au Royaume-Uni, ainsi que la réduction des frais financiers qui ont plus que compensé l'impact négatif des effets de périmètre et des taux de change.

**La contribution des participations minoritaires**, de 131 millions d'euros, est en baisse de 14 % comparé à 2013. L'impact de la croissance des résultats dans différents pays de la région Moyen-Orient et Afrique a ainsi été plus que compensé par l'effet combiné des difficultés logistiques limitant les ventes en Irak depuis juin 2014, de la déconsolidation du Honduras et d'une contribution moins élevée des entités asiatiques du fait de l'inflation des coûts.

## Flux de trésorerie

**Les flux nets de trésorerie générés par les activités poursuivies se sont établis à 948 millions d'euros en 2014** (1 105 millions d'euros générés sur la même période l'an passé).

Les flux nets de trésorerie générés par les activités poursuivies ont baissé de 157 millions d'euros principalement sous l'effet des coûts liés au projet de fusion Lafarge Holcim et de l'évolution défavorable des variations de change sur l'EBITDA. Le besoin en fonds de roulement a été maintenu à un niveau bas grâce à nos actions visant à optimiser le besoin en fonds de roulement strict<sup>4</sup>. Exprimé en nombre de jours de ventes, le besoin en fonds de roulement strict est resté stable comparé à celui déjà optimisé à fin décembre 2013.

**Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies ont généré 35 millions d'euros de trésorerie en 2014** (105 millions d'euros de trésorerie générée en 2013).

Les investissements de maintien ont été stables, à 356 millions d'euros en 2014.

Les investissements de productivité et de construction de nouvelles capacités ont été contenus à 487 millions d'euros (contre 594 millions d'euros en 2013) conformément à notre stricte discipline d'investissement. Ils sont liés à la finalisation de notre usine à Kaluga (Russie) qui a produit son premier ciment en avril, aux projets d'extension et de rénovation en Amérique du Nord (Exshaw au Canada et Ravenna aux Etats-Unis), et à différents projets de « dégoulottage », consistant à augmenter les capacités cimentières dans nos usines existantes, notamment en Afrique sub-saharienne. Les acquisitions se sont élevées à 182 millions d'euros et comprennent principalement des investissements visant à renforcer notre réseau industriel en France.

<sup>3</sup> Le résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère

<sup>4</sup> Besoin en fonds de roulement strict : clients et stocks et travaux en cours, après déduction du poste fournisseurs

Les opérations de cessions ont permis de réduire l'endettement net du Groupe de 1,15 milliard d'euros en 2014 (1,25 milliard d'euros en 2013). Elles comprennent principalement la cession des activités du Groupe en Équateur et de l'usine de Korkino dans l'Oural en Russie, la cession de carrières de granulats dans le Maryland et le Nouveau Mexique (Etats-Unis), la vente de la participation du Groupe dans la joint-venture avec Elementia au Mexique, et la cession de notre participation de 20 % dans Siniat (activité plâtre en Europe et Amérique latine).

### *Etat de la situation financière consolidée*

**Au 31 décembre 2014, les capitaux propres du Groupe se sont élevés à 17 289 millions d'euros** (16 285 millions d'euros au 31 décembre 2013) **et l'endettement net à 9 310 millions d'euros** (9 846 millions d'euros au 31 décembre 2013).

Les capitaux propres ont progressé principalement sous l'effet de la conversion en euro, sans contrepartie de trésorerie, des actifs de nos filiales étrangères (1 193 millions d'euros).

Le Groupe a poursuivi ses actions visant à continuer de renforcer sa structure financière, et la dette nette a été réduite à 9 310 millions d'euros. Le montant des cessions sécurisées par le Groupe depuis le 1er janvier 2014 s'élève à 1,4 milliard d'euros. Le Groupe a encaissé 1,15 milliard d'euros sur l'année et le solde de 0,2 milliard d'euros contribuera à la réduction de la dette lors de son encaissement en 2015 (cession d'actifs au Pakistan).

### *Fusion entre égaux pour créer LafargeHolcim*

Lafarge et Holcim ont annoncé le 7 avril 2014 leur intention de rapprocher les deux sociétés dans le cadre d'une fusion entre égaux, pour donner naissance à LafargeHolcim, un groupe à la pointe de l'innovation et à l'avant-garde de l'industrie, présent dans 90 pays et disposant d'un fort potentiel de création de valeur pour toutes ses parties prenantes.

Le 28 octobre 2014, Lafarge et Holcim ont annoncé avoir formellement notifié auprès des autorités de la concurrence dans tous les pays où cela était nécessaire. Le 15 décembre 2014, les deux groupes ont obtenu l'autorisation de l'Union européenne sur leur projet de fusion. Le 23 décembre 2014, Lafarge et Holcim ont dévoilé la composition du Comité exécutif qui dirigera le futur groupe, une fois le projet de fusion finalisé.

Le 2 février 2015, Lafarge et Holcim ont annoncé être entrés en négociations exclusives avec CRH sur la base d'un engagement ferme pour céder un certain nombre d'actifs. Les deux Groupes continueront à évaluer les situations où des désinvestissements supplémentaires pourraient être nécessaires en fonction de l'appréciation des recouvrements géographiques ou des demandes des autorités de la concurrence.

Ce projet de fusion devrait être finalisé au premier semestre 2015. Des informations complémentaires sur l'avancement du projet seront communiquées en temps utile. Plus d'informations sur le projet sont disponibles sur le site internet de Lafarge : <http://lafargeholcim.projet-fusion.com/fr>.

### *Perspectives*

Pour l'année 2015, le Groupe attend une croissance globale de la demande de ciment comprise entre 2 % et 5 % sur ses marchés par rapport à 2014, soutenue principalement par la croissance sur les marchés émergents.

L'inflation des coûts devrait se maintenir à un rythme plus modéré qu'en 2014, compte tenu de la récente évolution des prix du pétrole. Ceci devrait se traduire par des prix globalement en hausse. Le Groupe devrait également bénéficier de taux de change plus favorables.

Le Groupe confirme son objectif de réaliser au minimum 1,1 milliard d'euros d'EBITDA additionnel en 2015-2016, grâce à ses mesures de réduction des coûts et d'innovation. Ceci représente un objectif d'au moins 550 millions d'euros par an.

Dans ce contexte, le Groupe attend une croissance significative de ses résultats et prévoit un EBITDA entre 3 et 3,2 milliards d'euros en 2015.

L'investissement sera limité à 1,1 milliard d'euros en 2015.

La dette devrait être comprise entre 8,5 et 9 milliards d'euros en fin d'année.

## 2. Comptes consolidés

### Compte de résultat consolidé

	EXERCICES CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
(millions d'euros, sauf indications contraires)	2014	2013*
<b>PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES</b>	<b>12 843</b>	<b>13 091</b>
Coût des biens vendus	(9 838)	(9 944)
Frais administratifs et commerciaux	(1 124)	(1 210)
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION AVANT PLUS-VALUES DE CESSION, PERTE DE VALEUR SUR ACTIFS, RESTRUCTURATION ET AUTRES</b>	<b>1 881</b>	<b>1 937</b>
Plus- (moins-) values de cession	292	291
Autres produits (charges) d'exploitation	(713)	(295)
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>1 460</b>	<b>1 933</b>
Charges financières	(1 034)	(1 122)
Produits financiers	164	138
Quote-part dans les résultats des coentreprises et entreprises associées	69	-
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS</b>	<b>659</b>	<b>949</b>
Impôts	(385)	(242)
<b>RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES</b>	<b>274</b>	<b>707</b>
Résultat net des activités abandonnées	-	46
<b>RESULTAT NET</b>	<b>274</b>	<b>753</b>
<i>Dont part attribuable aux :</i>		
<b>Propriétaires de la société mère du Groupe</b>	<b>143</b>	<b>601</b>
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	131	152
<b>RESULTATS NETS PAR ACTION (euros)</b>		
<b>PART ATTRIBUABLE AUX PROPRIÉTAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE DU GROUPE</b>		
Résultat par action de base	0,50	2,09
Résultat par action dilué	0,49	2,08
<b>DONT ACTIVITÉS POURSUIVIES</b>		
Résultat par action de base	0,50	1,93
Résultat par action dilué	0,49	1,92
<b>NOMBRE MOYEN D' ACTIONS (milliers)</b>	<b>287 419</b>	<b>287 268</b>

\*Les chiffres ont été ajustés des retraitements suite à l'application d'IFRS 11.

**Etat du résultat global consolidé**

	EXERCICES CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
<i>(millions d'euros)</i>	2014	2013*
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>274</b>	<b>753</b>
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat</b>		
Gains et pertes actuariels	(63)	119
Impôts sur les éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	47	(74)
<b>Total des éléments qui ne seront pas reclassés en résultat</b>	<b>(16)</b>	<b>45</b>
<b>Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat</b>		
Actifs financiers disponibles à la vente	8	(14)
Couverture des flux de trésorerie	(13)	8
Ecart de conversion	1 193	(1 698)
Impôts sur les éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	3	(1)
<b>Total des éléments susceptibles d'être reclassés en résultat</b>	<b>1 191</b>	<b>(1 705)</b>
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NETS D'IMPÔTS</b>	<b>1 175</b>	<b>(1 660)</b>
<i>dont quote-part du résultat global des coentreprises et entreprises associées, net d'impôt</i>	<i>216</i>	<i>(32)</i>
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>1 449</b>	<b>(907)</b>
<i>Dont part attribuable aux :</i>		
<b>- Propriétaires de la société mère du Groupe</b>	<b>1 218</b>	<b>(928)</b>
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	231	21

\*Les chiffres ont été ajustés des retraitements suite à l'application d'IFRS 11.



## Etat de la situation financière consolidée

	AU 31 DÉCEMBRE		AU 1 <sup>er</sup> JANVIER
(millions d'euros)	2014	2013*	2013*
<b>ACTIF</b>			
<b>ACTIF NON COURANT</b>	<b>28 933</b>	<b>28 447</b>	<b>29 301</b>
Goodwill	11 360	11 027	11 953
Immobilisations incorporelles	349	370	426
Immobilisations corporelles	12 052	12 049	13 441
Participations dans des coentreprises et entreprises associées	3 056	3 174	1 550
Autres actifs financiers	739	667	727
Instruments dérivés	50	12	27
Impôts différés	1 292	1 125	1 141
Autres débiteurs	35	23	36
<b>ACTIF COURANT</b>	<b>5 871</b>	<b>6 786</b>	<b>8 695</b>
Stocks	1 476	1 425	1 526
Clients	1 597	1 546	1 539
Autres débiteurs	714	680	690
Instruments dérivés	123	24	68
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 961	3 111	2 606
Actifs en cours de cession	-	-	2 266
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>34 804</b>	<b>35 233</b>	<b>37 996</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital	1 150	1 149	1 149
Primes	9 730	9 712	9 695
Actions propres	(4)	(1)	(11)
Réserves et résultat consolidés	6 655	6 868	6 477
Autres réserves	(884)	(885)	(925)
Ecart de conversion	(1 194)	(2 288)	(719)
<b>CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE DU GROUPE</b>	<b>15 453</b>	<b>14 555</b>	<b>15 666</b>
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	1 836	1 730	1 868
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>17 289</b>	<b>16 285</b>	<b>17 534</b>
<b>PASSIF NON COURANT</b>	<b>12 099</b>	<b>13 156</b>	<b>14 121</b>
Impôts différés	847	785	897
Provision avantages du personnel	1 304	1 218	1 476
Provisions	515	504	638
Passifs financiers	9 371	10 580	11 028
Instruments dérivés	2	1	3
Autres créditeurs	60	68	79
<b>PASSIF COURANT</b>	<b>5 416</b>	<b>5 792</b>	<b>6 341</b>
Provision avantages du personnel	94	123	102
Provisions	75	104	123
Fournisseurs	1 897	1 830	1 725
Autres créditeurs	1 173	1 211	1 427
Impôts à payer	106	112	213
Passifs financiers (y compris part court terme de la dette long terme)	2 045	2 398	2 328
Instruments dérivés	26	14	52
Passifs liés aux actifs en cours de cession	-	-	371
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>	<b>34 804</b>	<b>35 233</b>	<b>37 996</b>

\*Les chiffres ont été ajustés des retraitements suite à l'application d'IFRS 11.

## Tableau des flux de trésorerie consolidés

	EXERCICES CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
(millions d'euros)	2014	2013*
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION</b>		
<b>RESULTAT NET</b>	<b>274</b>	<b>753</b>
<b>RESULTAT NET DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES</b>	<b>-</b>	<b>46</b>
<b>RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES</b>	<b>274</b>	<b>707</b>
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des impôts et des frais financiers :</i>		
Amortissements des immobilisations	840	857
Pertes de valeur des actifs	428	110
Quote-part dans les résultats des coentreprises et entreprises associées	(69)	-
(Plus) et moins - valeur de cession	(292)	(291)
(Produits) charges financiers	870	984
Impôts	385	242
Autres, nets (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)	(76)	(137)
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-après)	(92)	(56)
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION AVANT IMPÔTS ET FRAIS FINANCIERS</b>	<b>2 268</b>	<b>2 416</b>
Intérêts reçus (payés)	(877)	(835)
Impôts payés	(443)	(476)
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES</b>	<b>948</b>	<b>1 105</b>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES</b>	<b>-</b>	<b>1</b>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION</b>	<b>948</b>	<b>1 106</b>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Investissements industriels	(861)	(950)
Acquisitions de titres des filiales <sup>(1)</sup>	(76)	(18)
Investissements dans les coentreprises et entreprises associées	(10)	(10)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	(15)	(1)
Cessions d'actifs <sup>(2)</sup>	1 084	1 069
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs	(87)	15
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES</b>	<b>35</b>	<b>105</b>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES</b>	<b>-</b>	<b>(2)</b>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>35</b>	<b>103</b>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Variations de capital - propriétaires de la société mère	8	3
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	-	-
Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales	(13)	(2)
Cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle des filiales	21	188
(Augmentation) diminution des actions propres	(14)	-
Dividendes versés	(289)	(289)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(147)	(197)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	612	1 288
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(2 632)	(1 459)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	58	8
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES</b>	<b>(2 396)</b>	<b>(460)</b>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>(2 396)</b>	<b>(460)</b>

\*Les chiffres ont été ajustés des retraitements suite à l'application d'IFRS 11.

EXERCICES CLOS LE 31 DÉCEMBRE		
<i>(millions d'euros)</i>	2014	2013*
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES</b>	<b>(1 413)</b>	<b>750</b>
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	-	(1)
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	263	(244)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	3 111	2 606
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>1 961</b>	<b>3 111</b>
<sup>(1)</sup> Dont trésorerie des entreprises acquises	3	2
<sup>(2)</sup> Dont trésorerie des entreprises cédées	(16)	(126)
<b>ANALYSE DE LA VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>(92)</b>	<b>(56)</b>
<i>(Augmentation) / diminution des stocks</i>	<i>(32)</i>	<i>(51)</i>
<i>(Augmentation) / diminution des clients</i>	<i>(22)</i>	<i>(133)</i>
<i>(Augmentation) / diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir</i>	<i>(35)</i>	<i>(38)</i>
<i>Augmentation / (diminution) des fournisseurs</i>	<i>(2)</i>	<i>229</i>
<i>Augmentation / (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer</i>	<i>(1)</i>	<i>(63)</i>

\*Les chiffres ont été ajustés des retraitements suite à l'application d'IFRS 11.

## Etat des variations des capitaux propres consolidés

	Actions en circulation (nombre d'actions)	Dont Actions propres	Capital (millions d'euros)	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés*	Autres réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe*	Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)*	Capitaux propres*
<b>SOLDE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2013</b>	<b>287 255 502</b>	<b>157 283</b>	<b>1 149</b>	<b>9 695</b>	<b>(11)</b>	<b>6 477</b>	<b>(925)</b>	<b>(719)</b>	<b>15 666</b>	<b>1 868</b>	<b>17 534</b>
Résultat net						601			601	152	753
Autres éléments du résultat global net d'impôts							40	(1 569)	(1 529)	(131)	(1 660)
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>						<b>601</b>	<b>40</b>	<b>(1 569)</b>	<b>(928)</b>	<b>21</b>	<b>(907)</b>
Dividendes						(289)			(289)	(197)	(486)
Augmentation de capital	109 895			3					3	-	3
Paiements fondés sur des actions				14					14	-	14
Actions propres		(139 348)			10	(10)			-	-	-
Variation de parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales						84			84	97	181
Autres mouvements						5			5	(59)	(54)
<b>SOLDE AU 31 DECEMBRE 2013</b>	<b>287 365 397</b>	<b>17 935</b>	<b>1 149</b>	<b>9 712</b>	<b>(1)</b>	<b>6 868</b>	<b>(885)</b>	<b>(2 288)</b>	<b>14 555</b>	<b>1 730</b>	<b>16 285</b>
<b>SOLDE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014</b>	<b>287 365 397</b>	<b>17 935</b>	<b>1 149</b>	<b>9 712</b>	<b>(1)</b>	<b>6 868</b>	<b>(885)</b>	<b>(2 288)</b>	<b>14 555</b>	<b>1 730</b>	<b>16 285</b>
Résultat net						143			143	131	274
Autres éléments du résultat global net d'impôts							(19)	1 094	1 075	100	1 175
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>						<b>143</b>	<b>(19)</b>	<b>1 094</b>	<b>1 218</b>	<b>231</b>	<b>1 449</b>
Dividendes						(289)			(289)	(144)	(433)
Augmentation de capital	176 287		1	7					8	-	8
Paiements fondés sur des actions				11					11	-	11
Actions propres		52 603			(3)	(11)			(14)	-	(14)
Variation de parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales						(35)			(35)	25	(10)
Autres mouvements						(21)	20		(1)	(6)	(7)
<b>SOLDE AU 31 DECEMBRE 2014</b>	<b>287 541 684</b>	<b>70 538</b>	<b>1 150</b>	<b>9 730</b>	<b>(4)</b>	<b>6 655</b>	<b>(884)</b>	<b>(1 194)</b>	<b>15 453</b>	<b>1 836</b>	<b>17 289</b>

\*Les chiffres ont été ajustés des retraitements suite à l'application d'IFRS 11.